

Communiqué de presse du 18 décembre 2012

L'engagement ne vaut pas changement

Il était annoncé que le 13 décembre, Mme Marisol Touraine, ministre de la Santé d'un gouvernement de gauche, allait frapper fort en dévoilant son « pacte territoire-santé » pour lutter contre les déserts médicaux, et une fois de plus la montagne accoucha d'une souris. Comment pouvait-on espérer autre chose, dès lors que la solution ne répond pas au problème ?

Les déserts médicaux ne sont que l'arbre qui cache la forêt de la profonde crise de la médecine générale et de la médecine libérale. Quand les jeunes ne s'engagent plus dans un métier et que les anciens ont hâte de prendre la retraite, c'est que la crise est réelle. Ce n'est pas en essayant de ménager les forces professionnelles qui, depuis des décennies, façonnent cette crise que l'on trouvera une solution. Le courage politique de gauche aujourd'hui n'est pas de protéger les privilèges d'une corporation, les dépassements d'honoraires, mais de permettre à l'ensemble des citoyens d'accéder aux soins adaptés à leurs besoins.

Les engagements proposés par la ministre ne sont pour l'essentiel que le plagiat de l'existant.

- Depuis plus de dix ans, la loi dit que les futurs médecins doivent faire des stages en médecine générale ; l'engagement n'est pas de le redire, mais de donner les moyens pour le faire.
- Les professionnels n'ont pas attendu la gauche pour construire des maisons de santé, mais les lois inadaptées, les règlements stupides, la peur devant les archaïsmes de la médecine libérale en freinent sans cesse le développement. La forfaitisation du travail en équipe est une nécessité pour produire de la santé, pas pour normaliser les pratiques de soins comme cela se fait actuellement.
- Où et comment vont s'installer les 200 médecins territoriaux ? Quand ce gouvernement comprendra-t-il que la question de l'argent n'est pas la motivation première de l'installation, réduire celle-ci aux questions des revenus, c'est passer à côté de l'essentiel du projet de santé ?
- Un « référent installation » dans chaque région, c'est pour rire ! Quand on sait que les ARS n'arrivent pas mettre en œuvre leur plateforme unique pour l'installation en médecine libérale, le référent installation est-il le gadget politique que chaque plan doit avoir ?
- La médecine générale universitaire, avant d'être rapprochée des maisons de santé, a besoin de trouver sa véritable place à l'université, et pour cela elle ne doit plus courber l'échine devant la médecine d'organes ou la singer.
- Investir dans la télémédecine, est-ce une priorité quand un quart des Français renoncent à se soigner faute d'argent ? Mettre en place le tiers-payant intégral est certainement une mesure urgente nécessaire et pour le coup vraiment de gauche !!
- Garantir à chaque Français un accès aux soins à moins de 30 minutes, cela commence par l'arrêt des fermetures des maternités et des hôpitaux de proximité, tout le reste est mensonge.
- Quant à donner aux hôpitaux de nouvelles missions, il vaudrait mieux qu'ils puissent déjà assumer celles pour lesquelles ils existent.

L'annonce du ministre de la Santé n'est pas à la hauteur des enjeux. Nous avons besoin d'une véritable politique de santé de gauche qui définisse la mission des soignants, qui organisent l'exercice regroupé du premier recours, qui change le mode de rémunération, qui garantisse l'accès aux soins de **tous** les Français. La solution existe c'est le Service Public de Santé de Proximité, si on demandait l'avis aux Français ?

Contact :

Didier Ménard : 06 07 16 57 78